

ÉCOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

CONTRAT D'ENTRETIEN

DES INSTALLATIONS DE

CHAUFFAGE - VENTILATION - CLIMATISATION

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Table des matières

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - INSTALLATIONS CONCERNÉES.....	3
ARTICLE 3 - DÉFINITIONS.....	3
ARTICLE 4 - PIÈCES CONTRACTUELLES	5
ARTICLE 5 - DURÉE DU CONTRAT	5
ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DU MAINTENEUR.....	6
ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DE L'ENM	7
ARTICLE 8 - PRISE EN CHARGE DES INSTALLATIONS	8
ARTICLE 9 - SOUS-TRAITANCE	9
ARTICLE 10 - MAINTENANCE DES INSTALLATIONS.....	9
ARTICLE 11 - EXPLOITATION DES INSTALLATIONS.....	10
ARTICLE 12 - MODALITÉS D'EXÉCUTION.....	11
ARTICLE 13 - CONTRÔLE ET ADMISSION DES PRESTATIONS.....	14
ARTICLE 14 - SUIVI DU CONTRAT ET DE LA MAINTENANCE	14
ARTICLE 15 - PRIX	16
ARTICLE 16 - MODALITÉS DE PAIEMENT	19
ARTICLE 17 - PRESTATIONS / DISPOSITIONS DIVERSES	20
ARTICLE 18 - MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS - PÉNALITÉS	22
ARTICLE 19 - RÉFACTION - EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES.....	24
ARTICLE 20 - RÉSILIATION	24
ARTICLE 21 - ASSURANCES - RESPONSABILITÉS	25
ARTICLE 22 - RÈGLEMENT AMIABLE - DIFFÉRENDS ET LITIGES	25
ARTICLE 23 - JURIDICTION COMPÉTENTE	26
ARTICLE 24 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	26
ANNEXES.....	26

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent contrat a pour objet les prestations de maintenance des installations de chauffage, ventilation, climatisation (CVC).

Les sites concernés sont situés à BORDEAUX :

- 9 rue du Maréchal Joffre (accès pour maintenance) ;
- 27 rue de Belfort.

Cette liste est susceptible d'évoluer en cas de :

- ajout de site. Une proposition de chiffrage sera alors demandée au mainteneur, et pourra donner lieu à l'établissement d'un avenant. Le site Archipel étant déjà identifié, ce chiffrage est déjà demandé au cas où il conviendrait de l'intégrer au marché ;
- fermeture de site. Les parties sont alors dégagées de leurs obligations vis-à-vis de ce site. L'ENM doit informer le mainteneur avec un préavis de 3 mois. Le règlement des prestations sera calculé au prorata de la durée de contrat effectuée. Tout mois commencé est dû.

Les prestations sont décrites dans les articles suivants.

Le présent contrat comprend au titre du forfait :

- une prestation annuelle principale, forfaitaire, destinée à assurer la maintenance préventive des équipements ;
- la maintenance corrective ne nécessitant pas le remplacement de pièces ;
- l'exploitation des installations.

Une prestation corrective hors forfait sera déclenchée par une émission unique ou successive de bons de commande.

La typologie des locaux est la suivante :

- locaux à usage de bureaux ;
- salles de formation, réunion, amphithéâtre ;
- locaux sanitaires ;
- locaux informatiques (salles serveurs) ;
- locaux techniques, atelier, magasins de stockage ;
- locaux d'archives...

ARTICLE 2 - INSTALLATIONS CONCERNÉES

Les installations concernées sont répertoriées en annexe 3 - recensement des installations, à l'onglet "Périmètre marché Bonie Belfort".

Le contrat couvre l'ensemble des matériels et équipements mentionnés sur cette annexe, ainsi que les équipements indispensables au fonctionnement des installations : tableaux électriques, régulations, capteurs divers (thermomètres, pressostats...).

Sont exclus des prestations :

- les installations non mentionnées en annexe 3 ;
- les incidents provoqués par malveillance, incendie, tension électrique anormale, interventions réalisées par des tiers.

ARTICLE 3 - DÉFINITIONS

3.1 - Les niveaux d'intervention

Pour l'exécution du contrat, parmi les 5 niveaux de maintenance définis selon les normes NF X 60-000 (avril 2016) et NF EN 13306 (janvier 2018) - Indice X 606319, les niveaux 1 à 4 sont principalement utilisés :

- la maintenance préventive, de niveau 1 à 4 ;
- la maintenance corrective, de niveau 2 à 4.

Sauf cas particulier, le niveau 5 est exclu.

3.2 - « L'exploitation » ou « exploitation - maintenance »

L'exploitation représente l'ensemble des actions permettant directement à un bien d'assurer un service déterminé. Pour ce contrat, il s'agit de l'exploitation technique des installations associées aux bâtiments, indépendamment des tâches liées à l'administration ou aux activités (cf. article 11).

L'exploitation technique comprend notamment les actions attachées directement à un bâtiment et ses abords, comme :

- la conduite et l'entretien courant des installations techniques ;
- la mise en marche et l'arrêt des chaufferies et systèmes de climatisation ;
- les basculements saisonniers des climatisations réversibles et pompes de circulation ;
- le relevé des compteurs (eau, électricité, gaz, calories, ECS...) ;
- le suivi des consommations.

3.3 - Les « consommables de maintenance » et « ingrédients »

Au sens de la norme NF X 60-000, il s'agit des produits ou articles banalisés nécessaires à la maintenance, de faible coût et de consommation fréquente, comme les huiles, graisses, rouleaux de papier pour appareils enregistreurs, quincaillerie, filtres climatiseurs sels adoucisseur d'eau, traitement filmogène...

3.4 - Marché à « obligation de résultat »

L'obligation de résultat est l'obligation pour le mainteneur d'atteindre un résultat précis, véritable et déterminé à l'avance.

Le présent contrat est à obligation de résultat :

- dans la planification et la réalisation de maintenance périodique, telle que prévue à la gamme de maintenance (annexe 4) ;
- dans le respect des délais d'intervention et de rétablissement précisés au contrat ;
- concernant les actions à mener en maintenance corrective, l'obligation de résultat intègre notamment la production et l'exécution des devis dans les délais prévus ;
- dans le respect des délais d'indisponibilité des équipements ;
- dans la mise en place d'une exploitation efficiente des équipements ;
- dans l'éventuelle mise en œuvre de la clause de performance énergétique avec intéressement (PFI) ;
- dans la mise en place et la production dans les délais des documents et outils de suivi du contrat.

Dans le cadre des interventions correctives au sens des normes AFNOR NF EN 13306 et NF X 60-000, il appartient au mainteneur de mettre en œuvre, dans les délais fixés au présent contrat, les actions palliatives suffisantes permettant la remise en service même provisoire de l'équipement pour qu'il accomplisse tout ou partie de ses fonctions, pour mettre un terme au désordre.

La constatation et le diagnostic de la panne ne sont pas considérés comme des résultats suffisants, libérant le mainteneur de son obligation de résultat.

3.5 - « L'équipement »

Pour l'exécution du présent accord-cadre, l'équipement correspond au regroupement d'un « ensemble de biens, ou partie d'un bien déjà fractionné, considéré individuellement et qui assure une voire plusieurs fonctions requises élémentaires » (extrait FDX 60-012).

Exemples : CTA alimentée en eau glacée, climatiseur autonome monobloc ou multi-bloc, groupe de production d'eau glacée, pompe ou groupe de pompes pour une fonction requise, chaudière avec brûleur et pompes de bouclage/distribution...

3.6 - Le « délai d'intervention »

Ce délai s'entend comme le délai maximum dont dispose le technicien pour intervenir sur l'équipement concerné, après réception d'un appel ou d'une demande d'intervention. Le temps de déplacement est compris.

Cette demande est transmise par tout moyen permettant de décompter le délai.

L'intervention doit être assurée par un technicien ou une équipe technique, selon l'importance de la panne signalée et de l'équipement concerné.

3.7 - Le « délai de rétablissement »

Ce délai correspond au délai maximum autorisé d'indisponibilité du système, après réception de la demande d'intervention par le mainteneur.

Le mainteneur est tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires permettant de rétablir au minimum un fonctionnement dégradé des équipements, dans l'attente de la réparation définitive.

Le non-respect du délai de rétablissement peut être sanctionné par les pénalités prévues à l'article 18.

3.8 - Le « dépannage »

Le dépannage correspond à une intervention simple pouvant être assurée par un seul technicien, sans nécessité de moyens importants (ex : permutation de matériels, remplacement de contacteur électrique, fusibles, bobine, mise en sécurité d'une installation, réparation provisoire de fuite, remise en service d'installation après traitement d'un incident...).

Les interventions importantes peuvent donner lieu à l'établissement d'un devis qui doit être accepté avant exécution. En cas d'urgence, l'intervention peut être exécutée sur accord verbal, confirmé en suivant par écrit.

ARTICLE 4 - PIÈCES CONTRACTUELLES

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché public, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- l'acte d'engagement et ses annexes :
 - annexe 1-1 à l'acte d'engagement (financière) ;
 - annexe 1-2 à l'acte d'engagement (BPU, main d'œuvre, rabais, coefficients, délai) ;
 - annexe 2 à l'acte d'engagement (cadre de réponse technique - CRT) ;
- le cahier des clauses particulières et ses annexes :
 - annexe 3 au CCP (recensement des équipements) ;
 - annexe 4 au CCP (gamme de maintenance) ;
- le cahier des clauses administratives générales des fournitures et services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30/03/2021 ;
- les éventuels actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la prise d'effet de ce contrat.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du mainteneur, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces susvisées et constitutives du présent contrat est réputée non écrite.

Réputé connu, le CCAG-FCS n'est pas joint. Il peut être consulté sur le site Internet suivant :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>

ARTICLE 5 - DURÉE DU CONTRAT

La durée du contrat est de **1 an ferme**, à compter du 01/01/2025.

Il sera ensuite reconductible trois fois par tacite reconduction par période de 12 mois, sauf s'il est dénoncé par l'envoi d'un courrier recommandé au plus tard deux mois avant la fin de la période.

L'émission des bons de commande ne peut se faire que pendant la durée de validité du contrat.

L'exécution des bons de commande de maintenance corrective pourra dépasser le terme du contrat éventuellement reconduit, mais devra être achevée dans le délai maximum de trois mois après ce terme.

Clause de continuité de service

Au terme de la durée totale d'exécution de quatre ans du présent contrat (reconductions comprises), si l'ENM n'a pas désigné de nouveau mainteneur, elle se réserve la possibilité de poursuivre l'exécution du présent contrat par décision expresse unilatérale pour une durée de trois mois, renouvelable une fois.

Prestations similaires :

L'acheteur peut passer avec le titulaire des marchés sans mise en concurrence pour des prestations similaires, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre, conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DU MAINTENEUR

6.1 - Obligations pour la maintenance

Les principales obligations du mainteneur sont :

- l'entretien des installations suivant les périodicités précisées à la gamme de maintenance ;
- le réglage des différents équipements pour un fonctionnement optimal et économe en énergie ;
- la mise à jour du fichier de recensement des matériels fourni par l'ENM (annexe 3) ;
- l'établissement des consignes de fonctionnement ;
- l'approvisionnement des pièces détachées et fournitures d'entretien facturées à l'attachement ;
- la fourniture des consommables (lampes, fusibles, joints, graisse, produits de nettoyage...). Sont exclus les fluides des liaisons frigorifiques et les filtres ;
- l'assistance complémentaire et autant que de besoin de son service technique (fabricant, ingénieur, metteur au point...) ;
- le maintien en état de propreté de tous les locaux où sont installés les matériels pris en charge ;
- la participation aux visites :
 - des organismes agréés pour les contrôles réglementaires ;
 - de commission de sécurité ;
- la mise en œuvre des mesures conservatoires pour la sauvegarde des installations ;
- les dépannages ou interventions urgentes demandées par l'ENM.

Pour assurer ces prestations, le mainteneur :

- fournit l'outillage nécessaire à l'entretien et au contrôle des installations ;
- agit dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité générales (port des EPI ...) et spécifiques à l'établissement (incendie, circulation, accès...).

6.2 - Obligations de conseil et accompagnement

Dans le cadre de sa mission, le mainteneur s'engage à informer l'ENM de toute évolution législative et réglementaire ayant des répercussions sur les prestations.

Du fait de son obligation de conseil, le mainteneur s'engage également à :

- alerter sur l'obsolescence constatée de certains équipements (arrêt de production ou fin de disponibilité de pièces de rechange...) ;
- préconiser des évolutions et/ou solutions adaptées aux besoins du site.

Ce devoir de conseil est formel, fondé sur la production d'un rapport décrivant les risques et doit proposer les actions visant à les réduire.

Sur la base des dispositions contractuelles relatives au devoir de conseil, dans le cadre du prix forfaitaire sous réserve d'avoir été prévenu par écrit avec un délai de préavis minimum de 7 jours, le mainteneur est tenu d'assister l'ENM au cours :

- des visites réglementaires relatives à ses installations, effectuées par un organisme de contrôle,
- des visites ou essais qu'il convient d'effectuer pour améliorer les performances des équipements ; il doit également participer à l'analyse des résultats ;
- de la réception de nouvelles installations qu'il n'aurait pas réalisées et à leur prise en charge, si lesdites installations doivent être intégrées au marché par avenant.

Ces opérations ne donnent pas droit à facturation complémentaire.

Le mainteneur assiste le responsable de site pour les choix économiques liés à la stratégie de maintenance des équipements et installations qui relèvent de ses interventions. Il doit informer le responsable de site de toute modification des normes et réglementations relatives aux installations objet du marché.

Le mainteneur ne peut se prévaloir de l'intervention du personnel du site pour refuser des réparations au titre des garanties contractuelles.

Le mainteneur doit participer aux réunions auxquelles il est convoqué par le responsable de site.

Des visites contradictoires, ponctuelles ou par sondage, peuvent être réalisées sur les équipements ou partie d'installations. Les résultats devront être consignés dans le rapport d'activités.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, en application de l'article R111-40 du code de la construction et de l'habitat, le mainteneur s'engage à n'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance, avec le bénéficiaire ou une entreprise susceptible d'effectuer des contrôles réglementaires, un diagnostic ou un contrôle.

6.3 - Qualification du personnel exécutant

Le profil type souhaité du personnel en charge de l'exécution du marché est le suivant.

6.3.1. Technicien responsable de site

Profil : technicien supérieur avec expérience dans la filière "Maintenance - Mise au point - Contrôle - Essai".

Il assure :

- la prise en charge des installations ;
- la responsabilité technique des installations et des interventions dans le cadre du présent marché ;
- l'encadrement des personnels intervenants sur le ou les site(s) et supervision de toute intervention (y compris celles confiées à des tiers par la société) ;
- les relations avec le responsable de site ;
- les relations avec les fournisseurs.

Il doit disposer de :

- tous les moyens pour déclencher des interventions par des intervenants extérieurs si nécessaire ;
- tout pouvoir pour assurer et faire respecter par le personnel placé sous ses ordres et les sociétés extérieures intervenantes, la sécurité des personnes et des biens.

Il possède :

- les connaissances techniques pour :
 - respecter les principes de maintenance ;
 - remédier ou faire remédier à tous dysfonctionnements dans les plus brefs délais ;
- les habilitations électriques à jour et correspondant aux travaux à réaliser ;
- les connaissances techniques et d'organisation pour proposer, si nécessaire avec l'appui de renforts de sa société, toutes solutions d'amélioration du fonctionnement des installations.

6.3.2. Agent technique de maintenance

Profil : agent technique qualifié.

Il remplace le technicien responsable des sites pendant ses absences.

Il doit pouvoir assurer toutes les tâches du responsable de sites, hors tâches d'organisation à moyen terme. De fait, il doit organiser les prestations pendant l'absence du technicien responsable du site. Il maîtrise parfaitement les techniques mises en œuvre sur le site pour remédier à tout défaut de fonctionnement, et assurer ou faire assurer les prestations de maintenance de haute technicité.

Il assure toutes les tâches de maintenance (contrôles, réglages, améliorations des installations...).

Il est apte à dialoguer avec le service technique de l'ENM, les occupants et/ou autres prestataires sur site.

Il est en mesure d'utiliser les dispositifs de gestion et de régulation des installations en place, et possède les habilitations électriques à jour et correspondant aux travaux à réaliser.

ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DE L'ENM

L'ENM s'engage :

- à remettre au mainteneur l'installation en bon état de fonctionnement et d'entretien. Les locaux techniques seront clos, couverts, débarrassés de tous matériels étrangers à l'exploitation, conformes aux prescriptions et règlements en vigueur ;
- à fournir au mainteneur tous les documents techniques utiles en sa possession ;
- à autoriser les agents affectés à la conduite, l'entretien et le dépannage pour accéder dans les locaux où leur présence sera nécessaire pour la bonne marche des installations ;
- à permettre au personnel du mainteneur l'accès à un téléphone pour les besoins urgents ;
- à fournir les énergies utiles au bon fonctionnement des installations (eau, gaz, électricité) ;
- à régler les matières consommables approvisionnées par le mainteneur (gaz, sel, produits de conditionnement des eaux, filtres de toute nature...) et les pièces détachées ;
- à faire effectuer à ses frais les visites réglementaires des installations par un organisme agréé ;
- à assurer les prestations nécessaires et non prévues dans le présent contrat ;
- à régler dans les conditions prévues à l'article 16, les factures établies et déposées sur CHORUS PRO.

ARTICLE 8 - PRISE EN CHARGE DES INSTALLATIONS

Avant la prise d'effet du contrat, s'il l'accepte, le nouveau mainteneur sera sollicité pour une visite contradictoire avec le précédent mainteneur, pour permettre un échange entre techniciens.

Sous 4 semaines suivant la prise d'effet du contrat, le mainteneur :

- réalisera l'inventaire exhaustif des installations, en actualisant si nécessaire le fichier de recensement transmis (annexe 3) et en transmettant ce fichier actualisé à l'ENM ;
- réalisera la prise en charge des installations en vérifiant l'état initial des équipements et leur capacité à fonctionner ;
- transmettra un procès-verbal de prise en charge sous 6 semaines maximum à réception du 1^{er} bon de commande, ce PV :
 - signalant les équipements en panne ou hors service ;
 - précisant les obsolescences et vétustés constatées et préconisant les mesures à envisager.

Les conséquences des réserves éventuelles formulées dans ce PV et dont l'ENM n'aura pas tenu compte ne pourront lui être opposées en cours d'exécution du contrat.

A l'expiration du contrat, le mainteneur remettra toutes les installations à l'ENM en bon état d'entretien et de fonctionnement, nonobstant le vieillissement normal des matériels et installations. Il lui appartient de préparer le procès-verbal à signer par les deux parties entre le 60^{ème} et le 30^{ème} jour précédant la fin du contrat. Il devra informer l'ENM avec un préavis de 8 jours avant la date prévue pour la signature.

Les obligations du mainteneur et de l'ENM sont limitées à celles énoncées dans le présent contrat, sauf avenant à convenir entre les parties.

8.1 - Connaissance des lieux et des installations

Suite à l'inventaire et prise en charge de départ, le mainteneur ne pourra pas arguer d'erreurs ou d'omissions, ni de l'état des équipements et installations pour ne pas assurer sa prestation dans les conditions de ce contrat.

Tout le personnel intervenant devra posséder la connaissance des installations et équipements présents.

8.2 - Ajouts et retraits de sites et/ou d'équipements

8.2.1 - Ajout ou remplacement d'équipements

L'ENM signalera par écrit tout ajout ou remplacement d'équipements modifiant l'inventaire de départ joint au PV de prise en charge.

Le mainteneur doit prendre en charge les nouvelles installations dès leur réception, à laquelle il doit participer si le service l'a informé avec un préavis minimum d'une semaine.

Les conditions de prise en charge des nouvelles installations doivent être réglées par avenant au contrat.

La première année, les prestations à redevance forfaitaire relatives aux nouveaux équipements sont facturées au prorata du nombre de mois de prise en charge desdits équipements. Tout mois commencé est entièrement dû.

8.2.2 - Retrait d'équipements sur un site

L'ENM doit signaler par écrit tout retrait ou remplacement d'équipement modifiant l'inventaire de départ. Les conditions de retrait de ces équipements seront fixées par avenant.

Les prestations à redevance forfaitaire relatives aux équipements supprimés sont facturées au prorata temporis du nombre de mois d'appartenance desdits équipements. Tout mois commencé est dû.

8.2.3 - Ajout de sites ou de bâtiments

Si la prise en compte d'un nouveau site est nécessaire, ce point sera signalé au mainteneur pour étude et proposition financière. En cas d'accord, un avenant au présent contrat sera établi.

8.2.4 - Retrait de sites ou de bâtiments

Dans le cas exceptionnel de fermeture ou de déménagement, le mainteneur est dégagé de ses obligations vis-à-vis de ce site. Un avenant au contrat doit extraire les équipements concernés.

La facturation à redevance forfaitaire est modifiée en conséquence, au prorata temporis du nombre de mois à soustraire pour la période considérée. Tout mois commencé est entièrement dû.

ARTICLE 9 - SOUS-TRAITANCE

Le mainteneur peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du marché public après acceptation du sous-traitant par l'acheteur. Le mainteneur remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le mainteneur, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le mainteneur demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au marché public et du respect de toutes les autres obligations du marché public. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du marché public.

ARTICLE 10 - MAINTENANCE DES INSTALLATIONS

10.1 - Cadre général

Au titre de la maintenance préventive, le mainteneur doit l'ensemble des prestations de maintenance, sujétions d'exécution, contrôle d'exécution et fourniture des pièces à concurrence du montant de la franchise.

Il est tenu à une obligation de résultat, par remise en fonctionnement des installations en cas de panne (éventuellement en mode dégradé par une action palliative), sans émission préalable d'un bon de commande.

La recherche d'une cause de panne et son diagnostic ne constituent pas un résultat suffisant et n'exonèrent pas le mainteneur de son obligation de résultat.

Les prestations commandées annuellement prendront en compte l'évolution du cadre réglementaire durant toute la période couverte par le bon de commande.

10.2. Prestations dues par le mainteneur au titre de la prestation forfaitaire annuelle

La prestation forfaitaire annuelle correspond à la réalisation de la maintenance périodique, conformément à la législation en vigueur, au type de matériel et de bâtiment concerné (code du travail, ERP...).

Le mainteneur doit assurer les visites périodiques sur les équipements recensés selon la périodicité mentionnée à la gamme de maintenance (annexe 4), avec notamment une révision générale annuelle de chaque matériel.

A ces prestations s'ajoutent la mise à disposition d'un service d'astreinte, permettant de respecter les délais suivants.

Plage d'intervention / Dépannage	Du lundi au vendredi, entre 8h00 à 18h00
Délai d'intervention	8 heures maxi, à réception de la demande (créneau semaine de 18h à 8h et WE exclus du décompte)
Délai de rétablissement	Le jour ouvré suivant la réception de demande (demande avant 12h00), Le 2 ^e jour suivant la réception de la demande (demande après 12h00)

Les prestations dues sont :

- la prise en charge des installations et l'inventaire exhaustif ;
- les prestations de maintenance préventive selon la gamme de maintenance (annexe 4) ;
- une astreinte permettant d'assurer :
 - les dépannages ;
 - la mise en œuvre de mesures conservatoires pour la sécurité des personnes et des biens ;
 - la remise en service en mode normal ou, à défaut, en mode dégradé et l'information correspondante au responsable de site ;
- la prise en compte des demandes d'interventions correctives ;
- la prise en charge par le mainteneur de toutes actions correctives pendant la durée d'exécution du bon de commande annuel préventif, dont le montant par intervention et par équipement n'excède pas la franchise ;
- l'édition de devis de maintenance corrective sous 72 heures maximum à réception d'une demande ou constat de défaillance ;

- la participation aux visites périodiques et contrôles réglementaires (fréquence selon les types d'équipements) ;
- l'application du devoir de conseil et d'accompagnement de l'ENM ;
- la fourniture des consommables de maintenance et ingrédients,
- la mise en route et l'arrêt des chaufferies ;
- les basculements saisonniers des climatisations réversibles ;
- les relevés des compteurs (eau, électricité, gaz) ;
- le suivi des consommations.

NOTAS IMPORTANTS

1 - Le planning prévisionnel de maintenance annuelle par catégorie d'équipements doit impérativement être transmis dans le mois suivant la réception du bon de commande annuel, en tenant compte des périodes de mise à l'arrêt des équipements et du mois de réalisation des dernières visites.

2 - La mention des conditions générales de vente (CGV) figurant habituellement sur les devis du mainteneur n'est pas autorisée, les clauses du présent contrat étant seules applicables. L'ENM pourra demander une nouvelle édition de devis sans les CGV.

10.3. Prestations dues par le mainteneur dans le cadre des prestations hors forfait

Le mainteneur doit la maintenance corrective lors des pannes, pour remettre l'équipement ou l'installation concernée dans l'état dans lequel il peut accomplir sa fonction de façon fiable et en toute sécurité.

Le mainteneur doit intervenir en respectant le délai d'intervention prévu.

La maintenance corrective est réalisée sur proposition du mainteneur. En dehors du périmètre couvert par le forfait d'intervention, elle donne lieu à l'établissement d'un devis. S'il est accepté, l'intervention est programmée au plus tôt, compte tenu des contraintes liées aux activités du site.

Les interventions urgentes sont effectuées à la demande ou après accord du responsable du site.

Sans restriction, le mainteneur doit la mise en œuvre de mesures conservatoires pour assurer la sécurité des personnes et des biens, la remise en service en mode normal ou, à défaut, en mode dégradé et l'information correspondante du responsable de site.

10.4. Dérogation à l'exclusivité du mainteneur

Pour les prestations de maintenance corrective, le mainteneur peut être mis en concurrence lorsque le montant d'un devis présenté est très élevé, ou semble peu ou pas justifié.

Sous ces conditions, et sur la base du descriptif précis des prestations demandées au mainteneur et reprises dans son devis, l'ENM peut solliciter des devis concurrents.

Après analyse, si le devis du mainteneur reste plus élevé, l'ENM demandera une justification des écarts assortie ou non d'une contre-proposition. En cas de non réponse dans le délai de production d'un devis ou à défaut d'amélioration de la proposition, l'ENM pourra contracter avec la société mieux-disante.

Dans ce cas, le mainteneur sera informé des raisons, et devra néanmoins participer aux opérations de réception pour la maintenance ultérieure.

D'autre part, si le mainteneur a été mis en pénalité pour dépassement de délai d'exécution avec annulation de son bon de commande, les prestations pourront être commandée à un tiers.

ARTICLE 11 - EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

L'exploitation est une prestation complémentaire à la maintenance.

Son montant est intégré au montant annuel du forfait.

Au titre de l'exploitation, le mainteneur doit surveiller et contrôler les installations par des inspections régulières. La fréquence peut varier en fonction du régime de fonctionnement des installations, avec a minima un passage hebdomadaire. La finalité est de prévenir tout incident, panne ou dérèglement, pour assurer la continuité de service et la permanence du bon fonctionnement.

Le mainteneur doit conduire et piloter les installations avec un objectif permanent d'optimisation et d'économie d'énergie, en fonction des objectifs et des contraintes liées au site.

Le personnel du mainteneur sera compétent pour utiliser les outils d'aide à l'exploitation, établir les premiers éléments de diagnostic, rétablir le fonctionnement normal des installations en cas de défauts mineurs et, si besoin, faire intervenir du personnel spécialisé.

L'exploitation des installations comporte notamment :

- le maintien d'une température confortable dans les locaux selon les objectifs fixés par l'ENM, dans la limite des moyens mis à disposition du mainteneur ;
- l'analyse des dérives et la correction des paramètres de fonctionnement des installations, avec tenue à jour du suivi nécessaire ;
- la mise en route et l'arrêt des installations (été et hiver), sur sollicitation de l'ENM ;
- le pilotage des installations via les moyens automatiques (supervision, automate...) et/ou manuels à sa disposition ;
- la mise en œuvre des mesures conservatoires pour assurer la sécurité des biens, des personnes et la sauvegarde des installations en cas d'incidents ;
- la recherche du fonctionnement optimal des équipements, tant au point de vue des consommations que de l'usure des matériels.

ARTICLE 12 - MODALITÉS D'EXÉCUTION

12.1. Inventaire de départ - Prise en charge

L'inventaire de départ du matériel relevant du présent marché fait l'objet du recensement indicatif joint en annexe 3. Seuls sont listés les principaux équipements, mais il convient de prendre en compte l'ensemble des matériels constituant les installations et habituellement nécessaires à leur bon fonctionnement.

NOTAS IMPORTANTS

A réception du bon de commande annuel, le mainteneur dispose d'un délai de 4 semaines pour :

- **actualiser l'inventaire des équipements / installations. Il doit notamment ajuster le recensement du matériel. Si nécessaire, il actualise la liste exhaustive des équipements présents sur ce site (type des matériels, marque, nombre, caractéristiques techniques) ;**
- **préparer et transmettre dans un délai maximum de 4 semaines le planning prévisionnel des visites de maintenance préventive par catégorie d'équipements.**

D'autre part, dans un délai de 6 semaines à compter de la réception du bon de commande, le mainteneur doit avoir transmis le procès-verbal de prise en charge :

- **détaillant l'état des matériels et équipements du site ;**
- **faisant mention des obsolescences et vétustés constatées ;**
- **donnant l'estimation financière de chaque opération préconisée (remplacement d'équipement, rénovation...), avec un ordre de priorité indicatif (à réaliser dans l'année, à prévoir sous 24 mois, à envisager dans les 4 ans...).**

Le mainteneur peut proposer de réaliser simultanément la première visite préventive et l'audit de prise en charge.

Le procès-verbal de prise en charge, dressé de façon contradictoire en présence du représentant de l'ENM, indique la date, les noms et qualité des participants à cette prise en charge.

Le PV est signé des deux parties puis remis à chacun avec l'inventaire actualisé des équipements.

Connaissance des lieux et des installations :

Conformément à l'article 8.1 du présent CCP.

12.2. Moyens mis à disposition

Au cas par cas, et selon les possibilités du site, un local pourra être mis à la disposition du mainteneur. En l'absence de local, l'ENM indiquera installations accessibles aux personnels intervenants.

12.2.1. Documentation

Lorsqu'ils sont disponibles, le mainteneur a accès aux dossiers des ouvrages exécutés (DOE) et plans concernant les équipements techniques objets du présent marché.

12.2.2. Informations complémentaires

Lors de ses interventions, le mainteneur peut, s'il le souhaite et dans la mesure du possible, être accompagné par le service technique, pour obtenir les explications et renseignements connus de l'ENM.

12.3. Exploitation des installations

NOTA IMPORTANT

Les opérations de maintenance et les fréquences précisées à la gamme de maintenance constituent les actions à exécuter par le mainteneur.

Elles peuvent parfois être adaptées en fonction de l'importance et de la complexité des installations, pour tenir compte du rythme de fonctionnement et des impératifs du site.

12.3.1. Cas général - Exploitation sans PFI

(sans mise en œuvre de clause de performance énergétique avec intéressement PFI)

Le mainteneur doit surveiller et contrôler les installations par des inspections périodiques, et prévenir ainsi tout incident, panne ou dérèglement, pour en assurer la continuité de service et la permanence du bon fonctionnement.

Le mainteneur doit conduire et piloter les installations, avec un objectif permanent d'optimisation et d'économie d'énergie, en fonction des objectifs et des contraintes liées au site.

Le personnel du mainteneur sera compétent pour utiliser les outils d'aide à l'exploitation, établir les premiers éléments de diagnostic, rétablir le fonctionnement normal des installations en cas de défauts mineurs et, si besoin, faire intervenir du personnel spécialisé.

L'exploitation des installations comporte notamment :

- le maintien d'une température confortable dans les locaux, dans la limite des moyens mis à disposition du mainteneur ;
- l'analyse des dérives et la correction des paramètres de fonctionnement des installations, avec tenue à jour des documents nécessaires ;
- la mise en route et l'arrêt des installations, sur sollicitation du responsable (au minimum 2 interventions par an, et 4 si présence de climatisation) ;
- le relevé des compteurs d'énergie et de fluides présents sur le site ;
- le pilotage des installations via les moyens automatiques (supervision, GTB...) et/ou manuels à sa disposition ;
- la mise en œuvre des mesures conservatoires pour assurer la sécurité des biens, des personnes et la sauvegarde des installations en cas d'incidents ;
- la livraison, fourniture, complément, changement, réglage approprié des consommables de maintenance et ingrédients nécessaires au bon fonctionnement des installations ;
- la recherche du fonctionnement optimal des équipements, tant au point de vue des consommations que de l'usure des matériels.

12.3.2. Exploitation avec clause de performance énergétique avec intéressement (PFI)

L'exploitation avec clause de PFI ne pourra être mise en œuvre qu'après installation des équipements indispensables au sous-comptage. Un avenant au présent marché sera alors nécessaire pour définir les modalités d'exécution et de l'intéressement.

12.3.3. Production d'eau chaude sanitaire (ECS)

En application de l'arrêté du 23 juin 1978 modifié le 30 novembre 2005, le mainteneur maintiendra en permanence la température de l'eau à une valeur contractuelle de 60°C au départ des installations de production d'ECS, et une température de 55°C en tout endroit de la boucle ECS (si boucle existante). Pour combattre la légionellose et compte tenu de la diversité des matériaux des réseaux ECS, ces températures devront être respectées scrupuleusement.

Si nécessaire, des chocs thermiques (ou chimiques) pourront être réalisés. L'attention du mainteneur est attirée sur l'occupation très variable de certains bâtiments (ou zones de bâtiments), et l'obligation :

- de prévenir les occupants par affichage, si ce procédé est mis en œuvre,
- d'agir en liaison avec l'occupant et le service.

Pour cette dernière contrainte, le mainteneur est fondé à formuler toute observation ou demande de travaux qui pourrait s'avérer nécessaire pour y parvenir.

La fourniture de l'eau chaude sanitaire est assurée toute l'année. Toutefois, si le mainteneur doit interrompre cette fourniture pour travaux annuels d'entretien, il devra en aviser le service 1 semaine avant chaque période envisagée d'interruption et désinfection du réseau. Il devra également obtenir l'accord préalable pour réaliser les travaux pendant la période retenue.

Dans le cadre de la lutte contre la légionellose, les obligations suivantes sont rappelées au mainteneur :

- vérifier mensuellement les températures de départ sur la distribution et les températures de bouclage ;
- effectuer une chasse mensuelle sur les ballons de stockage pour les installations équipées ;

- réaliser annuellement les opérations de désinfection des producteurs d'ECS de tous types.

Les opérations nécessaires de désinfection des producteurs d'ECS seront réalisées selon le planning prévisionnel. L'attestation d'exécution sera jointe à ce rapport.

12.4. Astreintes

Pour répondre aux exigences de :

- délais maximums d'intervention sur appel ;
- délais maximums de rétablissement des équipements,

le mainteneur doit mettre en place une astreinte pérenne lui permettant, sur appel du service technique de l'ENM, de respecter le délai maximum d'intervention et de rétablissement.

Ce service d'astreinte est chargé d'assurer le suivi des demandes d'intervention, enregistrer l'heure précise de la demande et les coordonnées exactes du demandeur, à mentionner sur le rapport d'intervention.

Le technicien en charge de l'intervention doit confirmer son heure d'arrivée avant d'arriver sur site.

L'intervention débute lorsque le technicien arrivé sur site prend contact avec le service technique.

Ce technicien doit être capable d'effectuer le diagnostic de la panne, réparer si possible ou remettre en marche dégradée les installations, et prendre les mesures conservatoires.

12.5. Horaires de maintenance

12.5.1. Maintenance préventive

Dans le cadre du planning d'intervention, notamment pour couvrir les opérations programmées définies dans la gamme de maintenance, le mainteneur devra tenir compte des impératifs de fonctionnement du site.

Dans la mesure où les interventions de maintenance n'apportent aucune gêne notable à l'utilisation du bâtiment, elles pourront être effectuées durant les heures d'occupation.

La notion de « gêne notable » est appréciée par le responsable de site en fonction des activités.

Dans le cas contraire, les interventions seront effectuées en dehors de ces heures. Le mainteneur devra obtenir de l'ENM l'autorisation préalable d'intervention.

12.5.2. Maintenance corrective

Les horaires d'interventions correctives devront également être compatibles avec les contraintes de fonctionnement du site, selon la criticité de la panne.

Le mainteneur est tenu d'exécuter les réparations provisoires ou définitives qui, faute d'intervention, ne permettraient pas l'utilisation normale des équipements ou compromettraient la sécurité ou l'accessibilité des personnes, ou la bonne conservation des installations et des biens.

En dehors des heures de présence du responsable de site, le mainteneur n'effectue de sa propre initiative que les travaux de sauvegarde, à titre de mise en place de mesures conservatoires en tant qu'action corrective palliative dans le cadre de son obligation de résultat.

Le non-respect des délais, la non mise en place d'actions palliatives prioritaires pour mettre fin aux désordres constatés peut entraîner l'application des pénalités.

Dès l'arrivée du responsable du site, le mainteneur l'informe des mesures prises et propose l'intervention corrective qui permettra la réparation complète de l'équipement.

12.6. Dépannages urgents - Réparation définitive

La réparation définitive doit être organisée de manière à occasionner le moins de gêne possible pour les utilisateurs.

Le mainteneur est informé des périodes durant lesquelles cette réparation peut être exécutée.

ARTICLE 13 - CONTRÔLE ET ADMISSION DES PRESTATIONS

13.1 - Contrôle de l'exécution des prestations

Ce contrôle est effectué soit par un agent de l'ENM, soit par un prestataire externe pour l'assistance à maîtrise d'ouvrage.

Les opérations de vérification qualitative ont pour but de constater :

- la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché,
- le nombre et la qualité des interventions exécutées par rapport au programme de maintenance préventive.

Ces vérifications peuvent être effectuées lors des interventions du mainteneur, ou indépendamment de celles-ci. Elles portent notamment sur :

- l'état des installations et équipements entretenus,
- la qualité des rapports d'intervention,
- la justesse dans le choix et la mise en place d'indicateurs de performance.

13.2 - Admission des opérations

Après les vérifications préalables, et sous réserve des vices cachés, l'ENM prononce l'admission des prestations si elles répondent aux stipulations du marché.

13.2.1 - Admission des opérations de maintenance préventive

Cette admission prend effet le dernier jour du semestre échu, sauf signalement préalable par écrit de la non réalisation d'une partie des prestations de maintenance, selon le planning prévisionnel fourni par le mainteneur.

L'admission ouvre droit au paiement selon les modalités définies à l'article "Modalités de paiement".

13.2.2 - Admission des opérations de maintenance corrective

Cette admission prend effet à la date de notification de la décision d'admission ou, en l'absence de décision, dans un délai d'un mois à compter de la date de remise du compte-rendu d'intervention, ou lors du constat du service fait par le service technique de l'ENM.

L'admission ouvre droit au paiement des opérations objet des bons de commande ponctuels.

ARTICLE 14 - SUIVI DU CONTRAT ET DE LA MAINTENANCE

14.1. Outil de suivi du contrat

Le prestataire a la possibilité mettre à disposition du responsable de site un outil de suivi du contrat (portail Intranet du mainteneur, ou autre) avec accès personnalisé.

Cet outil ne dispense pas de la mise en place d'un carnet de maintenance qui, à chaque intervention., doit mentionner la date, le nom du technicien et le n° du bon d'intervention. La mention peut être sommaire, si elle fait référence à un bon d'intervention dont une copie est systématiquement transmise à l'ENM.

Cet outil doit permettre d'accéder aux informations suivantes :

- planning prévisionnel des interventions préventives,
- calendrier des interventions préventives exécutées, avec rapports succincts,
- suivi des demandes d'intervention sur pannes,
- date et heure de la demande d'intervention,
- objet, date et heure de l'intervention réalisée, causes et solution prodiguée,
- listes des interventions correctives réalisées, avec suivi des devis proposés,
- interventions effectuées sous astreinte,
- facturation,
- indicateurs de suivi de la performance.

A défaut, ce portail doit être remplacé par la transmission mensuelle d'un tableau de suivi comportant l'ensemble des items, par site et par action réalisée.

A réception de la commande du forfait annuel, le mainteneur dispose d'un délai de 3 mois pour mettre en place cet outil.

L'absence de mise en place ouvrira droit à l'application des pénalités prévues au contrat.

Pour permettre le suivi de la maintenance, le mainteneur établira les documents suivants.

14.2. Rapport d'intervention

Dans le cas où une intervention occasionne des prestations de différentes natures, la production d'un unique rapport est demandée. Néanmoins, les différents types de prestations (préventive, dépannage ou corrective) devront être clairement identifiés dans le rapport.

14.2.1. Maintenance préventive

Pour chaque équipement soumis à maintenance préventive, le rapport doit détailler la liste des tâches effectuées lors de l'intervention, et préciser :

- la désignation et la localisation de l'équipement,
- le respect par rapport au planning prévisionnel (retard ou avance),
- la semaine envisagée pour la prochaine intervention.

Ce rapport d'intervention doit être adressé au responsable de site aussitôt après l'opération.

14.2.2. Maintenance corrective

14.2.2.1 - Dépannage

Le rapport d'intervention doit préciser les renseignements suivants :

- heure d'appel du gestionnaire de site et heure de début d'intervention,
- durée d'intervention (nombre d'heures) et qualification du personnel employé,
- diagnostic précis de la panne,
- détail des tâches effectuées sur les équipements,
- résultat de la prestation : remise en marche en mode normal, dégradé ou prise des mesures conservatoires,
- prestations de maintenance corrective à prévoir,
- observations et relevés éventuels.

Ce rapport d'intervention doit être adressé au responsable de site aussitôt après l'opération.

14.2.2.2 - Réparation définitive

Le rapport d'intervention doit préciser les renseignements suivants :

- détail des interventions et des tâches effectuées sur les équipements,
- durée d'intervention (nombre d'heures) et qualification du personnel employé,
- détail des fournitures et pièces utilisées,
- observations et relevés éventuels,
- certificat d'intervention, pour les réserves sur rapport suite à contrôle réglementaire.

Ce rapport d'intervention doit être adressé au responsable de site dans un délai d'une semaine maximum après l'intervention.

14.3. Relevés périodiques

Le mainteneur doit procéder aux relevés périodiques des consommations d'énergie primaire du traitement d'ambiance et du chauffage d'eau chaude sanitaire (électricité ou combustible).

Pour réaliser ces relevés, le mainteneur doit utiliser les appareils de mesure existants sur site.

S'il peut s'avérer intéressant de relever des valeurs ne faisant pas l'objet de métrologie, le mainteneur doit proposer l'installation d'équipements temporaires (locations) ou définitifs, fixes ou mobiles. Les décisions et suites à donner sont prises par l'ENM, éventuellement avec l'appui d'un conseil.

En relation avec le responsable du site, le mainteneur doit contribuer à établir un suivi des consommations (plan de comptage).

Les relevés concernent :

- la dépense globale,
- la dépense relative aux espaces ou usages spécifiques,
- la dépense relative aux espaces de travail banalisés.

On entend par espaces spécifiques ceux qui, traditionnellement, ne sont pas considérés espace de travail. Il s'agit notamment des espaces restaurant/cafétéria, amphithéâtre, hall, locaux informatiques (serveurs) ceux réservés à la communication et la bureautique, et de l'atelier d'impression.

Le suivi des consommations doit prendre en compte l'évolution des paramètres tels que les degrés jours, l'occupation du bâtiment et l'activité des services.

14.4. Rapport annuel

Le rapport annuel doit lister toutes les interventions effectuées dans l'année, pour chaque site et bâtiment.

Il doit mentionner :

- le récapitulatif des interventions et des matériels remplacés ;
- la liste des devis proposés et le cumul des devis acceptés ;
- les anomalies principales et les faits marquants ;
- un rapport précisant les non-conformités éventuelles en rapport avec les dispositions réglementaires ou normatives, et toutes suggestions relatives à l'évolution de la réglementation relative à ces installations ;
- un rapport technique sur l'état des matériels ;
- une prévision budgétaire de travaux éventuels à effectuer pour les années A+1, A+2 et A+3 ;
- la mise à jour éventuelle du recensement des installations ;
- le suivi annuel des consommations de fluides et la comparaison avec l'année précédente A-1. A cet effet, ce rapport doit faire apparaître :
 - l'évolution des consommations sur l'année ;
 - la comparaison avec l'année précédente en valeur brute et en valeur corrigée ;
 - l'évolution des paramètres de conduite des installations (température hors occupation, programmation horaire, température de fluides, rendement des équipements de production).
 - les courbes et tableaux feront l'objet de commentaires explicitant les points singuliers, les évolutions, en cours d'année et d'une année sur l'autre, puis les pistes d'améliorations ;
- des propositions éventuelles pour améliorer le fonctionnement des installations et réduire les consommations énergétiques ;
- le montant moyen du coût de la maintenance corrective, en distinguant les coûts de main d'œuvre et ceux des pièces ;
- le nombre d'interventions de maintenance corrective et de déplacement pour les dépannages ;
- la durée moyenne d'indisponibilité des matériels (après déclaration de panne) ;
- le rapport entre les coûts annuels de maintenance préventive et d'actions correctives hors forfait ;
- les préconisations de remplacement de certains matériels / équipements visant à maintenir à niveau les installations, notamment lorsque la maintenance desdits équipements devient critique, soit en raison de leur état, ou de difficulté d'approvisionnement en pièces / rechanges du fait de leur ancienneté.

Ce rapport annuel doit être remis et commenté au plus tard 4 semaines avant la date anniversaire du contrat, sous peine d'application des pénalités contractuelles.

ARTICLE 15 - PRIX

15.1 - Forme du prix

Le marché est :

- pour partie à prix global et forfaitaire pour la maintenance préventive et les interventions selon l'annexe 1-1 au présent contrat ;
- pour partie à prix unitaires pour la maintenance corrective hors forfait.

15.1.1 - Maintenance préventive

La maintenance préventive s'exécute sur la base de la gamme de maintenance (annexe 4).

Outre les actions préventives organisées par le mainteneur, le forfait de maintenance comprend une franchise de facturation pour les pièces. Cette franchise, dont le montant est fixé à 80 € HT, est une exemption n'ouvrant pas droit à paiement par facturation complémentaire pour le remplacement des pièces d'un prix unitaire inférieur à cette franchise.

Cette franchise s'entend par intervention et par équipement, rabais (déduction faite du rabais fournisseur déduit par exemple), pour un ensemble de réparation homogène.

La main d'œuvre et le déplacement pour la pose des pièces couvertes par la franchise sont compris au titre du forfait annuel.

Les consommables et ingrédients nécessaires aux actions de maintenance préventive sont compris dans le forfait de maintenance.

15.1.2 - Maintenance corrective

Pour les pièces dont le prix unitaire dépasse le montant de la franchise et pour les prestations hors forfait, le devis doit prendre en compte les taux horaires, coefficients et rabais mentionnés à l'article 15.1.1.

Lorsqu'il est prévu de sous-traiter certaines prestations, le devis transmis doit être accompagné :

- de la demande d'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement (formulaire DC4) ;
- du justificatif de prix de la prestation sous-traitée, prix auquel s'ajoute le coefficient de peine et soins mentionné à l'annexe 1-2.

15.2 - Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations (y compris déplacements, fournitures et élimination des déchets), inclure tous les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au mainteneur une marge pour risques et bénéfice.

Le coefficient de peine et soins est le taux maximum applicable sur le prix des fournitures. Il s'applique au prix d'achat net fournisseur, toutes remises déduites.

Il est également applicable sur le prix d'achat par le mainteneur des prestations sous-traitées et sur la location de matériel type échafaudages, nacelles, outillage spécifique et non mentionné dans le cadre de mémoire technique sur les moyens matériels appartenant à la société.

Le devis de la prestation sous-traitée doit être systématiquement transmis à l'ENM au moment de la proposition de prix.

Les taux de TVA applicable sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

Coefficient de peines et soins (CPS) :

Le CPS (ou marge de l'entreprise) est le taux maximum applicable sur le prix des fournitures. Il s'applique au prix d'achat net fournisseur, toutes remises déduites.

Il est également applicable sur le prix d'achat par le mainteneur des prestations sous-traitées et sur la location de matériel type échafaudages, nacelles, outillage spécifique et non mentionné dans le cadre de mémoire technique sur les moyens matériels.

Toutes les interventions sous-traitées entrant dans le champ de compétences des prestataires du domaine CVC et apparaissant sur un devis devront être chiffrées sur l'unique base de l'annexe 1-2.

Seules les opérations sous-traitées et correspondant à des interventions non maîtrisées par les prestataires CVC (mise en service d'un constructeur, par exemple) pourront apparaître sur un devis, assorties du coefficient de peine et soins pour prestations sous-traitées.

15.3 - Prestation minimale / prestation annuelle principale

15.3.1 - Maintenance préventive

Les prestations de maintenance préventive sont intégralement rémunérées par le forfait annuel.

La commande est déclenchée par l'engagement juridique (EJ = bon de commande) émis annuellement par l'ENM.

Le montant de la redevance annuelle est calculé pour l'ensemble des équipements du site, en tenant en compte :

- des frais nécessaires à la réalisation des visites périodiques et des actions de contrôles réglementaires, selon la fréquence, le type d'équipement concerné et la catégorie du bâtiment (frais de déplacement et main d'œuvre compris) ;
- des demandes supposées d'interventions correctives ;
- de la prise en charge des actions correctives (au sens des normes AFNOR NF EN 13306 et NF X 60-000) pouvant survenir pendant la durée d'exécution du bon de commande annuel, dont le montant par intervention et par équipement est couvert par la franchise ;
- de l'application du devoir de conseil et d'accompagnement du maître d'ouvrage ;
- de l'exploitation des équipements, fourniture des consommables de maintenance et ingrédients compris.

15.3.2 - Maintenance corrective

Les prestations de maintenance corrective dépassant le montant de franchise sont réglées sur devis préalablement accepté l'ENM, mentionnant :

- le détail des prestations concernées ;
- les dates d'exécution ;
- les montants HT, TVA et TTC.

15.4 - Devis

Concernant les pièces, le mainteneur doit utiliser le coefficient de peines et soins (CPS) à appliquer sur son prix d'achat net fournisseur (tarif professionnel), remise consentie déduite.

Pour toute fourniture dont le prix unitaire est supérieur au montant de la franchise précisée à l'article 15.1.1, le mainteneur doit joindre à son devis le justificatif de son prix d'achat fournisseur ou prix public remis, et faire apparaître le temps prévu et le taux horaire.

Ce justificatif de prix peut également être demandé par l'ENM pour certaines fournitures d'un montant unitaire inférieur, lorsque le montant du devis semble élevé pour les prestations demandées.

Le mainteneur dispose alors de 3 jours ouvrés pour justifier les prix demandés.

Le délai d'exécution prévu pour les travaux doit être clairement mentionné sur chaque devis. Il ne peut excéder 30 jours à réception du bon de commande, sauf accord exprès de l'ENM.

Les devis établis doivent obligatoirement décomposer le nombre d'heures et les pièces nécessaires à la réalisation des prestations.

Pour mémoire, les déplacements sont compris au titre des forfaits commandés, et ne peuvent en aucun cas apparaître sur les devis.

15.5 - Révision des prix

Le mois d'établissement des prix est le mois de remise des offres. Ce mois est appelé mois « zéro ».

La première révision interviendra une fois par an, au mois de janvier.

Au plus tard le 15 du mois précédent, le mainteneur proposera à l'ENM le coefficient de révision pour l'année concernée.

L'ENM devra valider ou demander la rectification du calcul sous deux semaines.

La révision se fait par application de la formule suivante :

$$P_N = P_0 \times [0,10 + 0,80 \times (ICHT-IME_N / ICHT-IME_0) + 0,10 \times (FSD1_N / FSD1_0)]$$

dans laquelle :

P_N = prix révisé, à appliquer pour la période annuelle N

P_0 = prix initiaux du contrat, réputés établis sur la base des conditions économiques du "mois zéro".

$ICHT-IME_0$ =

Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008, **publié et définitif au « mois zéro »**. Identifiant : <http://www.bdm.insee.fr> « 001565183 » - CICE intégré.

$ICHT-IME_N$ =

Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008, **publié et définitif au 1^{er} du mois précédent le mois de révision**. Identifiant : <http://www.bdm.insee.fr> « 001565183 » - CICE intégré.

$FSD1_0$ =

Indice des frais et services divers - Modèle de référence n°1, décomposé comme suit :

- 79% de l'indice de prix de production de l'industrie - MIG EBI - Énergie Biens Intermédiaires - Base 2010 **publié et définitif au « mois zéro »** identifiant : <http://www.bdm.insee.fr> « 001652128 »
- 21% de l'indice TCH des prix à la consommation - Base 2015 - Transport, communication et hôtellerie **publié et définitif au « mois zéro »** identifiant <http://www.bdm.insee.fr> « 001763861 ».

$FSD1_N$ =

Indice des frais et services divers - Modèle de référence n°1, décomposé comme suit :

- 79% de l'indice de prix de production de l'industrie - MIG EBI - Énergie Biens Intermédiaires - Base 2010 **publié et définitif au « mois zéro »** identifiant : <http://www.bdm.insee.fr> « 001652128 »
- 21% de l'indice TCH des prix à la consommation - Base 2015 - Transport, communication et hôtellerie **publié et définitif au 1^{er} du mois précédent le mois de révision**. Identifiant <http://www.bdm.insee.fr> « 001763861 ».

15.6 - Règle des arrondis

Lors du calcul de la révision, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales. Les arrondis sont traités comme suit :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

15.7 - Seuil de déclenchement de la révision - Clause butoir et de sauvegarde

15.7.1 - Seuil de déclenchement

La révision de prix ne s'applique que dans la mesure où la variation par rapport au prix initial est supérieure ou égale à 1 % (à la hausse comme à la baisse).

Si le seuil de 1 % n'est pas atteint, la révision de prix n'est pas appliquée.

15.7.2 - Clause butoir et de sauvegarde

Si le coefficient de révision obtenu conduit à une augmentation annuelle supérieure à 3 %, il n'est pas utilisé et dans ce cas, ce coefficient est fixé à 3 % sur 12 mois.

En cas de désaccord du mainteneur, l'ENM peut résilier sans indemnité la partie du présent contrat restant à exécuter, par dérogation aux articles 38 et 41 du CCAG-FCS.

15.8 - Clause de réexamen

Le marché pourra être modifié en cas de disparition d'un indice ou d'un index figurant dans la clause de révision de prix, ou en cas de modification réglementaire affectant la mission confiée au mainteneur en exécution du présent contrat.

15.9 - Garantie à première demande

Le mainteneur est dispensé de constituer une garantie à la première demande.

ARTICLE 16 - MODALITÉS DE PAIEMENT

16.1 - Avance

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG-FCS, il n'est pas prévu le versement d'avance.

16.2 - Présentation des factures (demandes de paiement)

Elles sont déposées sur le portail CHORUS PRO à l'adresse suivante : https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm/fr

Le mainteneur doit déposer la facture avec le profil de son numéro SIRET communiqué avec son offre, et utiliser les références (notamment le n° d'EJ) notées sur la commande reçue.

Les références suivantes seront indispensables au dépôt des facturations dans CHORUS PRO :

- le numéro SIRET de l'École Nationale de la Magistrature : 193 322 393 000 11 ;
- la référence de l'engagement figurant sur chaque bon de commande sous la forme EJ/ADM/2025/XXXXXXX).

L'absence de numéro d'EJ (engagement juridique = bon de commande) entraîne le rejet automatique de la facture par CHORUS PRO et sa non prise en compte.

Les factures doivent comprendre les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale mainteneur, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, SIRET et TVA intracommunautaire ;
- la date de réalisation des prestations ;
- le référence au contrat ;

- la nature, quantité et montant HT des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'ENM et son SIRET.

16.3 - Périodicité des paiements

Les paiements sont réalisés :

- à semestre échu concernant le forfait de maintenance préventive ;
- à l'issue de la réception (service fait) pour les autres prestations : maintenance corrective, remplacement d'équipements...

16.4 - Régime des paiements

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif.

16.5 - Délai de paiement

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au mainteneur, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

16.6 - Paiement des sous-traitants

Le mainteneur est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines prestations du contrat, provoquant obligatoirement le paiement direct du sous-traitant pour les prestations d'un montant supérieur à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante doit obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par l'ENM.

En cours d'exécution du contrat, la présentation du sous-traitant consiste à demander à l'ENM de valider un acte spécial (formulaire DC4).

Toute sous-traitance occulte est sanctionnée par la résiliation du contrat aux frais et risques du mainteneur, comme stipulé à l'article 41.1.e) du CCAG-FCS.

ARTICLE 17 - PRESTATIONS / DISPOSITIONS DIVERSES

17.1. Plan de prévention

Le mainteneur doit fournir au responsable de site tous les renseignements nécessaires à l'élaboration du plan de prévention.

Pour prévenir tout risque d'accident, le mainteneur s'engage à fournir toutes les informations et consignes utiles à tous ses salariés (et éventuellement ses co-traitants et sous-traitants) amenés à intervenir sur le site.

17.2. Clause environnementale

Dans une volonté de protection de l'environnement, l'ENM fait application des articles L 2112-2 à L 2112-4 du CCP, en prévoyant des conditions d'exécution comportant a minima les éléments ci-après.

Pour tout remplacement d'équipement défectueux ou hors d'usage, le mainteneur s'engage :

- à récupérer ou réutiliser les emballages utilisés ;
- à collecter le matériel remplacé et en assurer le recyclage.

Le mainteneur devra :

- utiliser des méthodes permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment en gérant les déchets produits (fluides frigorigènes, huiles, batteries,

- DEEE...), les émissions de poussières, fumées, émanations de produits polluants, bruit, impacts sur la faune et la flore, pollution des eaux superficielles et souterraines ;
- réaliser des prestations correspondant à des objectifs de développement durable et de diminution de rejets de CO₂, notamment en recyclant les consommables et en faisant former ses salariés aux exigences environnementales ;
 - préciser dans son offre le processus de récupération et de recyclage des matériels et emballages.

17.3. Clause sociale

Le ministère de la Justice a obtenu le 8 mars 2022 l'alliance du label égalité professionnelle et du label diversité décernée par l'Association française de normalisation (AFNOR). Ce double label vient récompenser l'engagement de la chancellerie dans les domaines de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la promotion de la diversité et de la lutte contre les discriminations. A ce titre, le ministère est attentif dans le choix de ses contractants comme dans la réalisation des prestations, au respect des dispositions législatives et réglementaires en la matière. Au-delà du respect de ces dispositions, le ministère est sensible aux actions conduites par ses prestataires dans ce domaine au sein de leur entreprise.

Dès lors et en application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, le titulaire doit s'engager au titre de l'exécution du marché, dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que la promotion de l'égalité des chances et de la diversion notamment l'égalité entre les femmes et les hommes.

Ainsi, le titulaire s'engage à renseigner le questionnaire disponible au lien URL suivant lors de l'attribution du présent marché :

https://s1.sphinxonline.net/surveyserver/s/ENQUETES-JUSTICE/Diversite_Discriminations_Egalite_2021/questionnaire.htm

Les informations renseignées dans le présent questionnaire sont limitées aux prestations qui font l'objet du marché et aux moyens humains affectés à l'exécution des prestations du dudit contrat.

Le questionnaire devra être complété au maximum 2 mois avant la date de fin du marché.

17.4. Outillage

17.4.1. Cadre général

Le mainteneur fait son affaire de tout l'outillage nécessaire à l'exécution des prestations attendues et les met en place à ses frais.

La liste des matériels et outillages qu'il pourrait être nécessaire d'entreposer dans les bâtiments sera soumise à l'accord de la personne publique, le mainteneur en demeure responsable.

D'une manière générale, on entend par outillage :

- les équipements de manutention ;
- les échelles, échafaudages, plates-formes élévatrices, platelages, nacelles ;
- les protections ;
- les véhicules ;
- les tenues de travail ;
- les équipements de radio, téléphonie et informatiques de ses personnels.
- les outils nécessaires à la programmation des automates, régulateurs et systèmes de programmation des équipements de contrôles et de comptage asservis aux installations maintenues.

Dans sa mission de conseil, il peut lui être demandé de mettre à disposition du bénéficiaire, sans les employer, les matériels nécessaires pour accéder aux équipements soutenus, lors des opérations de contrôles réglementaires périodiques diligentés par les services bénéficiaires.

17.4.2. Appareils de mesure

Le mainteneur fait son affaire des appareils de mesures, de contrôles ou autres nécessaires à l'exécution de ses prestations.

17.5. - Logiciels de mesures

La prestation comprend la maintenance et la mise à niveau en fonction de l'évolution des produits, par les constructeurs, des différents logiciels techniques (automates, régulation, unités centrales de gestion, unités déportées...). Le mainteneur devra passer des accords avec les ayants droits des logiciels "propriétaires".

La prestation s'étend aux mises à jour horaires, anti-virus, dépannages, modifications à la demande du responsable de site. Le mainteneur aura au préalable réalisé un relevé exhaustif du matériel de régulation et ne pourra se prévaloir d'un oubli à ce niveau pour facturer des prestations supplémentaires.

17.6. - Nettoyage

Le mainteneur maintiendra en parfait état de propreté les locaux techniques abritant les installations dont il assure la maintenance ainsi que les locaux mis à la disposition de ses personnels.

Le mainteneur a l'obligation contractuelle d'évacuer et recycler l'ensemble des déchets produits. Ceci concerne les accessoires, dispositifs de nettoyage, graisses, huiles, têtes de détection et batteries, ainsi que les emballages.

ARTICLE 18 - MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS - PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS :

- les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable,
- le mainteneur n'est exonéré d'aucune pénalité.

Les délais à prendre en compte pour une éventuelle mise en pénalité sont ceux exposés dans les articles du présent CCP. Un récapitulatif est établi à l'article 18.6.

Les pénalités sont imputées sur la prochaine facture ou sont recouvrées par émission d'un titre de recette exécutoire, indépendant de toute facturation.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le mainteneur est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'ENM de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du contrat aux frais et risques du mainteneur.

18.1 - Pénalités pour retard d'intervention de dépannage et/ou de rétablissement

Tout retard d'intervention ou de rétablissement peut être sanctionné par une pénalité de retard de 50 € HT par heure de retard,

Ces pénalités peuvent être cumulées (retard d'intervention et retard de rétablissement).

18.2 - Pénalités pour intervention ou dépannage non concluant (actions correctives)

Compte tenu de l'obligation de résultat suite aux interventions pour mettre fin au désordre, de façon durable ou en mode dégradé selon la nature, la cause et les effets de la panne, une intervention est considérée comme non concluante si le mainteneur, en cas de difficulté de diagnostic et/ou de remise en service des équipements concernés, n'a pas mis en œuvre les moyens nécessaires dans les délais impartis.

Pour mettre fin au désordre dans le délai d'indisponibilité, le mainteneur doit, dès son arrivée, juger de l'opportunité de :

- faire appel à un niveau d'intervention supérieur ;
- appeler du personnel en renfort ;
- faire approvisionner sur site les matériels, outillage, ingrédients et consommables en quantité et qualité suffisantes.

Le cas échéant, le mainteneur doit prouver que l'intervention non concluante ne lui est pas imputable, en produisant une attestation de son fournisseur mentionnant son incapacité à fournir le matériel dans un délai de X jours.

Une intervention non concluante est considérée comme intervention non réalisée, et peut être sanctionnée par une pénalité égale à 5 % du montant annuel HT du bon de commande pour le service concerné.

18.3 - Pénalités pour retard dans l'exécution de prestations

18.3.1 - Maintenance préventive

Sur la base de la périodicité prévue à la gamme de maintenance et rappelée dans le planning prévisionnel annuel dû par le mainteneur, tout retard d'intervention peut être sanctionné par une pénalité de 2 % du montant annuel HT du forfait commandé par semaine de retard.

18.3.2 - Maintenance corrective

Compte-tenu de l'obligation de résultat :

- tout retard d'intervention par rapport aux délais mentionnés au devis peut être sanctionné par une pénalité de 2% du montant annuel HT du forfait commandé par jour de retard ;
- tout retard non motivé pour fournir un devis dans le délai imparti après réception de la demande peut entraîner l'application de la pénalité pour intervention non concluante.

En outre, passé ce délai, l'ENM peut prononcer l'annulation du bon de commande et faire réaliser les prestations par un tiers au contrat.

18.3.3 - Mise en marche / mise à l'arrêt des installations

A réception de la demande formalisée de l'ENM, le mainteneur doit avoir réalisé la mise en marche (ou mise à l'arrêt, ou bascule des installations) dans un délai maximum de 3 jours ouvrés.

Tout retard peut être sanctionné par une pénalité égale à 2 % du montant annuel HT commandé.

18.4 - Pénalités pour manquement aux obligations administratives du mainteneur

Tout retard dans la remise de rapports d'intervention, inventaire, audit d'entrée, devis, planning prévisionnel et plus largement, tous documents relatifs au présent marché peut entraîner l'application d'une pénalité de 50 € HT par semaine de retard, par type de document.

Toute absence non excusée du mainteneur aux réceptions de travaux, accompagnement aux opérations de contrôle réglementaire ou réunions après convocation formalisée peut entraîner l'application d'une pénalité de 200 € HT, sans mise en demeure préalable si le mainteneur a été informé avec un préavis d'une semaine.

18.5 - Pénalités pour non-respect des formalités du code du travail

En cas de non-respect des articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise, le mainteneur subira une pénalité égale à 10% du montant du contrat. Ce montant ne peut toutefois excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5. En cas d'absence de régularisation, le contrat peut être rompu, sans indemnité, aux frais et risques du mainteneur.

18.6 - Récapitulatif des différents délais

18.6.1. - Délais d'intervention et de rétablissement

Délai d'intervention (à réception de la demande)	Délai de rétablissement (à réception de la demande)	Référence
8h maxi	Le jour ouvré suivant la demande	article 10.2

18.6.2. - Autres délais contractuels

Désignation	Délai contractuel	Référence
Inventaire de départ	à réaliser dans un délai de 4 semaines à réception du 1 ^{er} bon de commande annuel	article 12.1
PV de prise en charge des matériels	à réaliser et transmettre sous 6 semaines à réception du 1 ^{er} bon de commande	article 12.1
Mise en marche / à l'arrêt des installations	3 jours ouvrés à réception de la demande	article 18.3.3
PV contradictoire d'état des lieux de sortie	entre 30 et 60 jours avant l'échéance du marché	article 8
Établissement de devis de maintenance corrective	72h à réception de la demande ou du constat de la défaillance par le mainteneur	article 10.2
Justification de prix sur devis	3 jours ouvrés à réception de la demande	article 15.4
Mise à disposition d'outil de suivi du contrat	3 mois à réception du 1 ^{er} bon de commande annuel	article 14.1
Rapport d'intervention de maintenance préventive et dépannage	aussitôt après l'opération	article 14.2.1
Rapport d'intervention de maintenance corrective	1 semaine après l'intervention	article 14.2.2.2

Rapport annuel	4 semaines avant la date anniversaire du contrat	article 14.4
Planning prévisionnel de maintenance préventive	à réaliser dans un délai de 4 semaines à réception du bon de commande annuel	article 12.1
Intervention corrective suite à devis validé	30 jours maximum à réception du bon de commande	article 15.4

ARTICLE 19 - RÉFACTION - EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES

19.1 - Réfaction en cas de mauvaise exécution

En cas de mauvaise exécution des prestations, il sera fait application de l'article 30.3 du CCAG-FCS.

19.2 - Exécution aux frais et risques du mainteneur

En cas de retard, désordre ou non-exécution d'une partie des prestations, l'ENM se réserve le droit de la faire exécuter par un tiers aux frais et risques du mainteneur, après mise en demeure assortie d'un délai d'exécution et non suivi d'effet, dès lors que les conditions normales d'utilisation du bâtiment sont compromises du fait de la défaillance du mainteneur.

L'exécution aux frais et risques peut être prononcée indépendamment de la résiliation partielle ou totale du contrat, lorsque l'indisponibilité des installations entretenues excède 15 jours. Au-delà, la décision de résilier le contrat sans versement d'indemnité au mainteneur défaillant peut être entreprise.

Une exécution incomplète est assimilée à la non-exécution, sauf pour le mainteneur à justifier des raisons qui, extérieures à son entreprise, s'opposent à la bonne et entière exécution des prestations.

NOTA IMPORTANT

L'ENM prendra soin de signaler au mainteneur défaillant la notification de contrat de substitution, pour qu'il puisse user de son droit à suivre les travaux exécutés à ses frais et risques, en vue de sauvegarder ses intérêts.

ARTICLE 20 - RÉSILIATION

20.1 - Résiliation du contrat

Le contrat peut être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS.

L'ENM peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du contrat avant l'achèvement de celles-ci dans les conditions prévues aux articles 39 à 44 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, le mainteneur ne peut prétendre à aucune indemnité du préjudice qu'il subit du fait de cette décision.

La décision de résiliation du contrat est notifiée au mainteneur. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Après signature du contrat, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail et après mise en demeure restée infructueuse, le présent contrat sera résilié aux torts du mainteneur selon les dispositions du CCAG de référence.

La procédure d'exécution aux frais et risques tel que défini à l'article 45 du CCAG-FCS pourra être mise en œuvre.

20.2 - Perte de l'exclusivité contractuelle

En cas de présentation de tarifs supérieurs aux prix moyens du marché, l'ENM est déliée de l'exclusivité contractuelle.

ARTICLE 21 - ASSURANCES - RESPONSABILITÉS

21.1 - Assurances

Avant la notification du contrat et tout commencement d'exécution, le mainteneur doit justifier qu'il a contracté une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou dommages causés par la conduite des prestations ou leurs modalités d'exécution.

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le mainteneur doit justifier de l'étendue des garanties souscrites et de la mise à jour de ses cotisations, au moyen d'une copie du contrat d'assurance et des avenants éventuels.

L'ensemble des prestations dues sera exécuté par le personnel du mainteneur affecté à l'exécution des obligations contractuelles. Pendant toute la durée d'exécution, le mainteneur est responsable des dommages qui pourraient être causés aux personnes, aux biens ou aux installations réalisant les prestations.

En conséquence, il s'engage à souscrire une assurance aux garanties en rapport avec l'importance de la prestation, et couvrant les conséquences pécuniaires des risques et responsabilités découlant de ses prestations.

Le mainteneur s'engage à produire toute nouvelle attestation pendant la durée du présent contrat à échéance de l'attestation précédente, sur demande : l'absence de transmission expose à l'application de pénalité pour manquement aux obligations administratives.

21.2 - Responsabilité

Le mainteneur déclare avoir contracté les assurances couvrant ses propres risques de responsabilité civile en cas d'accident, incendie, dégâts des eaux, de vapeur, de fumée, de projection de corpuscules ou de détournement par un préposé, dans des conditions que le mainteneur justifiera par présentation d'une Police "MAINTENEUR THERMIQUE" garantissant l'ensemble de ces risques.

Si sa responsabilité venait à être mise en cause, elle ne pourrait être recherchée, tous dommages confondus, au-delà des garanties accordées par sa Compagnie d'Assurances, suivant attestation tenue à la disposition de l'ENM.

Celui-ci en prend acte pour son propre compte et s'engage à obtenir sur ce point l'accord de son propre assureur.

Dans ses rapports contractuels avec l'ENM, le mainteneur ne sera responsable que des dommages résultant des obligations acceptées dans le présent contrat.

Il est précisé que le mainteneur ne saura être tenu pour responsable des défauts ou insuffisances qui pourraient résulter des défauts des installations hors recensement et des défauts de conception ou insuffisances des matériels pris en entretien.

Il ne saura être responsable des dommages non imputables à l'entretien et notamment, par exemple, à ceux consécutifs aux débordements, entartrage ou corrosion interne ou externe des installations, infiltration des eaux en provenance des rivières, canalisations, égouts, émanations chimiques, malveillance, délai d'approvisionnement des pièces non prévues en stock...

La responsabilité du mainteneur ne saura être engagée pour les dommages causés par les surtensions en provenance du réseau électrique, coups de foudre, tempêtes et catastrophes naturelles.

Seront assimilés à des cas de force majeure dégageant la responsabilité du mainteneur tous événements non imputables à ce dernier, indépendant de sa volonté et n'ayant pu être ni prévenus, ni empêchés par lui et le mettant dans l'impossibilité de remplir ses engagements, tels que grève, émeutes, limitations réglementaires, attentats, faits de guerre, acte de vandalisme...

ARTICLE 22 - RÈGLEMENT AMIABLE - DIFFÉRENDS ET LITIGES

22.1 - Règlement amiable des litiges en cours d'exécution

Le contrat est conclu et exécuté de bonne foi par les parties, qui s'engagent à examiner ensemble et dans le plus grand esprit de concertation tout différend qui pourrait survenir quant à l'existence, l'interprétation ou l'exécution de ce contrat.

En cas d'échec de leur négociation directe et avant toute saisine des juridictions compétentes, les parties s'engagent à mettre en place une médiation en saisissant le comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics.

22.2 - Différends et litiges

Les dispositions de l'article 46 du CCAG-FCS sont seules applicables.

ARTICLE 23 - JURIDICTION COMPÉTENTE

En cas de litige relatif à l'exécution du contrat, le droit français est seul applicable et les tribunaux français seuls compétents, conformément aux dispositions de l'article R221-3 du Code de justice administrative.

La juridiction compétente est le tribunal administratif de BORDEAUX :

Tribunal administratif de Bordeaux
9 rue Tastet - CS 21490
33063 BORDEAUX Cedex
Téléphone : 05.56.99.38.00 - Télécopie : 05.56.24.39.03
Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

ARTICLE 24 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

L'article 15.7.2 du présent CCP déroge aux dispositions des articles 38 et 41 du CCAG-FCS.

L'article 16.1 du présent CCP déroge aux dispositions de l'article 11.1 du CCAG-FCS.

L'article 18 du présent CCP déroge aux dispositions de l'article 14.1 du CCAG-FCS.

L'article 20.1 du présent CCP déroge aux dispositions de l'article 42 du CCAG-FCS.

ANNEXES

- annexe 1-1 à l'acte d'engagement (financière) ;
- annexe 1-2 à l'acte d'engagement (BPU, main d'œuvre, rabais, coefficient, délai) ;
- annexe 2 à l'acte d'engagement (cadre de réponse technique - CRT) ;
- annexe 3 au CCP (recensement des installations) ;
- annexe 4 au CCP (gamme de maintenance) ;